

e s p r i t s

MICHEL ONFRAY**"JE SUIS VISCÉRALEMENT UN RAT DES CHAMPS"**

Dans un nouvel essai, intitulé *Décoloniser les provinces*, le philosophe propose d'en finir avec le modèle jacobin centralisateur et parisien.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCHIO**

Ses admirateurs rêvaient de le voir candidat à la présidentielle. Faute de moyens et d'organisation, Michel Onfray a renoncé. Il entend néanmoins peser sur le débat. Son dernier essai, *Décoloniser les provinces*, se présente comme sa contribution à la présidentielle. Celui qui se définit comme un philosophe des champs et refuse de venir s'installer dans la capitale propose une révolution pacifique inspirée des Girondins et de Proudhon : rompre avec le centralisme parisien pour renouer avec un idéal communautaire et autogestionnaire. Un idéal libertaire qu'il a expérimenté lui-même à travers son université populaire et qu'il aspire à étendre et fédérer. *Décoloniser les provinces* est le premier volume d'une nouvelle trilogie. Suivront *La Cour des miracles*, chronique d'une campagne présidentielle qu'il juge mortifère. Et enfin, *Zéro de conduite* prendra la suite et sera le *Carnet du désastre* d'une France ingouvernable. Pas de doute, Michel Onfray est bien le philosophe de la décadence.

Dans votre dernier livre, vous proposez de décoloniser les provinces... Parce que je vis en province, que j'ai volontairement choisi de ne pas faire ma vie à Paris comme mon éditeur m'y invitait à la sortie de mon premier livre en 1989 en me faisant savoir, et il avait raison, qu'une carrière s'effectue dans la capitale, mais jamais en province où l'on est condamné à péricliter

faute de fréquenter les gens utiles pour obtenir les cooptations qui permettent de faire partie des élites.

J'ai fait toutes mes études en Normandie, sauf un DEA à la Sorbonne parce que l'université de Caen en était alors privée, j'ai enseigné vingt ans dans un lycée technique à Caen, j'ai créé l'Université populaire à Caen en 2002 et celle du goût à Argentan en 2007. Ma famille descend des Vikings danois et se trouve en Normandie depuis dix siècles. Je n'ai jamais imaginé pouvoir vivre ailleurs. Surtout pas à Paris...

Chaque fois que je me trouve dans un village de France, je le vois meurtri, blessé, abandonné, délaissé, oublié par les villes

dans lesquelles on décide pour eux de ce qu'ils ont le droit de faire, voire le devoir de faire, pour se mettre en conformité avec les normes françaises, donc européennes... Les villages meurent et les villes sont socialement pathogènes. Je suis viscéralement un rat des champs...

Philosophiquement et politiquement, il s'agit aussi de vous inscrire dans la filiation du socialisme libertaire de Proudhon...

Sous le rouleau compresseur marxiste, le proudhonisme est passé, et passe encore, pour un socialisme utopique. La mise en pratique du socialisme dit scientifique a montré que l'utopie était plutôt du côté des marxistes. Proudhon n'a jamais fantasmé une fin de l'histoire, une humanité réconciliée, un homme nouveau, un messianisme révolutionnaire avec prophète et César, comme Marx qui appelait clairement à une « *dictature du prolétariat* » : dictature sur qui ? Sinon du parti sur le prolétariat...

Marx, fils d'un avocat, était un intellectuel qui n'a jamais travaillé, comme Lénine. Il vivait des bénéfices effectués par Engels dans son usine et pensait le monde à partir des bibliothèques et de ses lectures...

Proudhon, fils d'un tonnelier et d'une cuisinière, était un homme du peuple qui a travaillé et connu les affres du salariat et de l'entrepreneuriat, il a pensé le réel à partir du réel, et non des fictions intellectuelles et livresques. Voilà pourquoi sa pensée pragmatique évolue en fonction des conditions historiques.

Il est antijacobin et détestait Robespierre et la Terreur, il n'est pas centraliste et appelle à une véritable décentralisation autogestionnaire avec un pouvoir communaliste, fédéraliste, il récuse la dictature du prolétariat et veut une révolution douce par l'économie : mutualité, coopérations, banques populaires, fédéralisme, Etat garantissant l'organisation anarchiste, autrement dit : autogestionnaire.

A l'évidence, cette gauche-là existe, mais elle est invisible dans notre configuration jacobine, étatiste et centralisée : c'est la gauche d'une jeunesse qui, pour reprendre l'excellente expression du philosophe John Holloway, que je viens de rencontrer au Mexique, se propose de « *faire la révolution sans prendre le pouvoir* ». Les paysans qui produisent et distribuent hors circuit, les jeunes talentueux qui, avec internet, travaillent en réseau de façon souple et libertaire, le tissu associatif de volontaires bénévoles, les crèches coopératives, les médias indépendants sur le net, les artistes qui évitent les circuits commerciaux, les galeristes associatifs... tout cela existe. J'aspire juste à une extension de ces modèles alternatifs et à leur fédération.

Depuis les années 80 et les lois Defferre, notamment sous l'influence de l'Union européenne, il y a un consensus politique autour de la décentralisation. A l'heure de la métropolisation et de la →

l i b r e s

FIGAROVox
Débats, opinions, controverses



LAURENT MONAU/SIGNATURES



LAURENT MONAÛ/SIGNATURES

MICHEL ONFRAY "JE SUIS VISCÉRALEMENT UN RAT DES CHAMPS"

← → **régionalisation, l'Etat jacobin n'est-il pas déjà mort ?**

Non, car, avec les départements, les Régions héritent de la gestion des écoles, des collèges, des lycées, des déchets, des transports, de la protection du patrimoine, de la formation continue, du développement des ports et des aérodromes, de la qualité de l'air, autant de choses ingrates, mais en exécutants du pouvoir centralisateur étatiste et jacobin qui, lui, se contente de relayer les directives européennes venues de Bruxelles : ni l'Etat ni les Régions ne font la loi sur un marché communal, c'est Bruxelles qui impose ses normes dites d'hygiène et qui impose au citoyen de consommer des produits industrialisés, hautement toxiques pour la santé, en estimant que le danger vient du petit producteur de volailles qui vend directement sa production sur un étal non certifié. Cette décentralisation est assimilable à celle que l'employeur signifie à la personne qui s'occupe de son ménage, de sa vaisselle ou de son jardin : le patron paie l'homme de main qui lui obéit, mais qui n'est pas maître de ses gestes et de ses décisions...

Dans la France périphérique, victime de la désindustrialisation et de la fermeture des services publics, les citoyens réclament plus et non moins d'Etat.

Ma proposition n'est pas antiétatiste, au contraire. Mais il existe une autre formule à l'Etat que sa formule centralisatrice, transcendante, qui appelle le césarisme. Depuis Philippe le Bel, l'Etat est la machine centrale qui se nourrit du sang des périphéries. Dans la formule du dernier Proudhon, celle de *Théorie de la propriété*, l'Etat trouve sa légitimité par la capillarité venue des communes et non l'inverse, comme dans notre cas : les communes qui trouvent leur légitimité dans la parole descendue de l'Etat - elle-même descendue de Bruxelles...

Les questions régaliennes doivent être traitées par un conseil issu des autres conseils, eux-mêmes issus de conseils, le président de cette république libertaire n'étant que le porte-parole, et non un monarque de droit divin, autrement dit, dans nos temps de déchristianisation, un monarque réduit à lui-même, à sa seule et propre petite personne souvent incapable de porter les deux corps du roi.

Dans certaines banlieues où les élus locaux sont de plus en plus soumis aux entrepreneurs identitaires, l'idéal communautaire ne risque-t-il pas de virer au communautarisme ?

Les élus locaux dans les banlieues chaudes veulent, pour une grande partie, et plus fort encore que leurs collègues, les allures de la paix, son apparence, et la réélection, la certitude de leur réélection. Tout est chez eux organisé autour de ces deux obsessions : pas de vagues, silence, motus et bouche cousue, éviter de faire la une de la presse et, pire, celle du journal de vingt heures ; et puis, pour ce faire : s'appuyer sur ceux qui, religion et drogue aidant, assurent que les apparences de la paix sont sauves, pourvu qu'on les laisse faire tranquillement leur business.

Si le pouvoir n'était pas entre les mains de ces deux mafias, mais aux mains de citoyens déterminés à prendre en main leur destin contre la politique politicienne et contre ceux

qui contrôlent ces territoires perdus de la République qui ne sont donc pas perdus pour tout le monde, alors les choses pourraient changer un tant soit peu.

Comment ce sursaut populaire et citoyen que vous appelez de vos vœux peut-il concrètement se mettre en place ?

J'en ai bien conscience, ce livre porte un projet qui, par son caractère inédit (la chape de plomb jacobine est terrible en France, où le logiciel culturel dominant est néomarxiste, donc très antiproudhonien...) n'a pour autre dessein, à ce jour, que de faire savoir qu'une autre option républicaine est possible : libertaire et girondine, autogestionnaire et fédérative, coopérative et mutualiste, immanente et décentralisée.

Je crois que, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, nombre de jeunes agissent déjà selon cet ordre d'idées. Leur jeunesse, leur manque d'expérience due à leur jeune âge (je me souviens de la mienne et de ce qu'elle me faisait penser et dire...), leur légitime démotivation quant à la chose politique, surtout en ces temps de présidentielles, tout cela fait qu'ils sont moins soucieux d'une théorie de leur pratique que de leur pratique pragmatique. Si d'aventure, ils sortaient de leur sommeil dogmatique politique, ce livre leur proposerait une plateforme de travail. A eux, mais pas seulement...

Votre livre se présente comme une contribution à la présidentielle.

Que vous inspirent les débats actuels ?

L'essentiel n'est pas abordé chez ceux qui sont en passe d'être élus. La vraie question est : dans une configuration comme la nôtre où, depuis Maastricht, la France a renoncé à sa souveraineté et, donc, ne saurait faire une politique autre que celle de Bruxelles, qui propose clairement de sortir de cette nasse ? Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen parmi les « grands » candidats, et quelques autres parmi les « petits » Dupont-Aignan, François Asselineau, Nathalie Artaud, Philippe Poutou...

Mais Mélenchon et Le Pen sont deux jacobins emblématiques, et, sous couvert de rendre le pouvoir aux Français, Mélenchon cache mal un jacobinisme de fer bien visible dans sa constante dilection pour Robespierre et pour quelques dictateurs bien connus de la planète. J'ai lu récemment dans Paris

Match, dans lequel Alexis Corbière, son bras droit, racontait son idylle avec Raquel Garrido, qu'il y avait dans leur appartement parisien... un portrait de Lénine ! J'imagine ce qu'on dirait s'il y avait un portrait de Franco ou de Mussolini dans celui de Marine Le Pen !

Quels sont les enjeux qui ne sont pas abordés ?

Justement : celui de la sortie de l'Europe libérale de Maastricht, sortie sans laquelle rien n'est possible. Voici d'ailleurs pourquoi il y a des « grands » candidats et des « petits » : chez les premiers, on nage comme un poisson dans l'eau libérale maastrichienne, et quand on n'y adhère pas, on ne le dit pas clairement : Mélenchon veut renégocier les traités, ça ne mange pas de pain, et Marine Le Pen se cache derrière un référendum : pour quelles raisons, alors que, sur d'autres sujets, elle dit clairement ce qu'elle fera. Chez les seconds, on pose les vrais problèmes, voilà pourquoi les médias, TF1 en tête, ont décidé qu'ils étaient quantité politique, donc médiatique, négligeable.

Et puis, à part Mélenchon parmi les « grands », personne →

“
L'incivisme
est du côté
de cette classe
politique
dont les Français
ont assez
”

ÎLE DE LA RÉUNION

INTENSÉMENT RELAX



© photo: Ludovic Ismael



L'ILE INTENSE



WWW.REUNION.FR



LAURENT MONAÛ/SIGNATURES

MICHEL ONFRAY
"JE SUIS VISCÉRALEMENT
UN RAT DES CHAMPS"

←→ ne remet en cause les guerres que la France mène partout sur la planète contre un islam qu'elle croit combattre ainsi, alors qu'au contraire elle attise le feu.

Enfin, je crois que la culture est le parent pauvre de cette présidentielle. A part quelques miettes à la marge de la nappe, on voit bien que l'esprit ne compte pas pour grand-chose chez ces requins de la politique.

Vous appelez à l'abstention. Que répondez-vous à ceux qui vous accusent d'encourager l'incivisme ?

L'incivisme se trouve chez les hommes politiques qui sollicitent le peuple par référendum pour avoir son avis et qui, après l'avoir obtenu, jettent à la poubelle la demande explicitement formulée par lui. Ce coup d'Etat qui fait que le PS de Hollande et l'UMP de Sarkozy, comme un seul homme, se sont entendus pour monter ce coup de force contre le référendum de 2005 en obtenant qu'il soit foulé aux pieds avec l'aide des députés et des sénateurs qui ont voté pour le même texte nommé traité de Lisbonne en 2009 (c'est Giscard lui-même qui a dit dans *Le Point* que c'était le même texte...), ce coup d'Etat, donc, est le summum de l'incivisme et du mépris de la démocratie. On ne fait pas plus antirépublicain que jeter aux orties la volonté du peuple. L'incivisme est du côté de cette classe politique dont les Français ont assez. Refuser l'incivisme, voilà le véritable civisme.

Dans un livre à paraître, *Zéro de conduite*, vous annoncez que quel que soit le vainqueur de la présidentielle, ce sera un désastre.

La France est devenue ingouvernable. Si Macron ou Fillon sont élus, comme ils resteront dans la configuration de l'Europe libérale, leur premier travail, le lendemain de leur élection, consistera à prendre connaissance de la feuille de route libellée par Bruxelles avant de s'atteler à lui obéir scrupuleusement. Alors, nous aurons à nouveau la politique de Hollande, celle de Sarkozy, celle de Chirac, celle du Mitterrand d'après 1983 ! Et comme les mêmes causes produisent les mêmes effets, les trois quarts des Français seront déçus, une grande partie se retrouvera dans la rue. Mélenchon, le PCF, le NPA, LO, sinon Valls et les siens dans les coulisses n'attendent que ça et avec eux les thuriféraires de « l'insurrection qui vient »...

Si c'est Marine Le Pen, c'est à la minute où l'on apprendrait son élection à 20 heures qu'une insurrection aurait lieu dans la rue. En attendant son entrée à l'Elysée une semaine plus tard, le président de la République, responsable de la police et de l'armée, serait François Hollande. Lui qui a longtemps pensé que ce devait être lui ou le chaos, autrement dit : elle, que croyez-vous qu'il ferait ? Hollande est un Machiavel souriant, ne l'oublions pas...

A travers votre livre, vous proposez un projet, presque un programme. Pourquoi refusez-vous d'être candidat ?

Parce qu'il faut des compétences que je n'ai pas... Et puis des équipes et de l'argent que je n'ai pas davantage...

■ PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE DEVECCHIO



Décoloniser les provinces. Contribution aux présidentielles, de Michel Onfray.
L'Observatoire, 160 p., 15 €.

LA CHRONIQUE DE
FRANÇOIS D'ORCIVAL

CET ISLAMISME QUI AVANCE
MASQUÉ ET... VOILÉ



Dix ans pour une affaire, neuf pour l'autre, il est des cas où la justice prend son temps... Surtout quand il s'agit du voile islamique. Mais la Cour de justice de l'Union européenne a pris un double arrêt qui désormais va s'imposer.

Les deux affaires concernent le port du voile dans l'entreprise. La première est belge ; elle remonte à 2006. Engagée en 2003, une salariée musulmane d'une société de services n'avait jamais manifesté l'intention de porter le voile dans une entreprise où elle savait que ce n'était pas souhaité. Et puis, au bout de trois ans, elle demande à se voiler. Refus. Arrêt de travail médical ! A son retour, elle veut porter le voile... Le règlement intérieur l'interdit. Licenciée, elle se pourvoit devant les tribunaux, jusqu'à la Cour de cassation belge – laquelle demande à la Cour

européenne si une entreprise peut agir ainsi sans contrevenir à la directive « sur l'égalité de traitement en matière d'emploi »... La Cour répond : « Non, ce n'est pas une discrimination directe fondée sur la religion » puisque tous les salariés étaient soumis à la même règle.

Dans le cas français, une jeune musulmane se présente, en 2008, pour un stage dans une société privée ; elle est prise, et ne porte qu'un bandana. A la fin de son stage, elle est embauchée – et en CDI ! C'est alors qu'elle arrive à son travail voilée... Devant la plainte d'un client, elle est licenciée. Même

procédure qu'en Belgique : prud'hommes, Cour de cassation et Cour européenne. Laquelle réplique : licenciement fautif. Et pourquoi ? Manque de règlement interne...

Point commun de ces deux affaires : la provocation intentionnelle, à l'image de l'islamisme qui s'avance masqué. Certes, la jurisprudence européenne va pouvoir jouer maintenant. Mais entre-temps, de plus en plus d'entreprises privées ont été touchées par des revendications multiples et répétées : lieux et horaires de prière, repos du ramadan, viande halal dans les cantines... Dans les armées, c'est résolu par l'uniforme et la mission – reste l'alimentation. Mais dans le privé ? Les règlements internes vont se multiplier, au risque d'être autant de sources de conflits ; quant aux syndicats de salariés, d'abord embarrassés, ils plieront ensuite devant les réclamations.